

D'UNE ARMÉE POLITIQUE À UNE ARMÉE PROFESSIONNELLE

Les historiens et les politologues s'interrogent depuis fort longtemps sur l'hégémonie troublante du pouvoir militaire en Espagne. La référence espagnole avait toujours constitué l'une des matrices de la théorie des interventions militaires et l'histoire de l'Espagne contemporaine donnait, par ailleurs, crédit à cette approche. N'offrait-elle pas à travers un siècle et demi, du général Riego (1820) au général Franco (1936) et jusqu'au lieutenant-colonel Tejero (1981), l'éventail imposant des formes les plus variées d'une présence militariste aussi vigilante qu'efficace ? D'ailleurs, le vocabulaire du pouvoir militaire n'est-il pas espagnol ? Juntas d'officiers et pronunciamientos apparaissent comme autant de plantes vivaces outre-Pyrénées, transplantées, par ailleurs, dans un terroir propice au-delà de l'Atlantique.

Plus récemment l'attitude des forces armées au cours du processus qui a conduit l'Espagne, après quarante années d'une dictature née d'un soulèvement militaire, au plein statut d'une démocratie parlementaire, constitue un phénomène important également pour la théorie du retrait des militaires des responsabilités politiques. D'autant qu'avant la mort du général Franco, les hypothèses sur ce que serait le comportement des militaires dans l'après-franquisme étaient généralement fort pessimistes. Or l'armée, dans son ensemble, ne s'opposa ni au démarrage, ni au déroulement du processus que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de « Transition ». Il est vrai qu'au cours de celle-ci l'armée fait figure de statue du Commandeur, parcourue parfois de mouvements de mauvaise humeur, voire de soubresauts inquiétants : le coup d'État avorté du 23 février 1981 en fut le plus important.

Mais en 1982 la démocratie espagnole, avec la victoire électorale à la majorité absolue du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), connaissait une première alternance politique, qui sera suivie d'une deuxième en 1996 avec l'avènement du Parti populaire (PP) au pouvoir. Pendant cette période, le spectre d'une intervention militaire ne sera plus agité et les forces armées accepteront sans protester tant la soumission au pouvoir civil que la mise en place de toute une série de réformes les concernant directement.

D'une armée pléthorique, pauvrement équipée, et très politisée, occupant une place de premier plan dans de nombreux rouages de l'État, on est passé en quelque vingt-cinq ans (1975-2002) à une armée de métier considérablement réduite en nombre, mieux préparée et avec une plus grande capacité opérationnelle mais sans pouvoirs autres que strictement militaires.

Cette nouvelle institution qui se dessine pour 2003 est comme celles des pays occidentaux, pleinement engagée dans la recherche d'un ordre international fondé sur la coexistence, la défense de la démocratie et des droits de l'homme, ainsi que le respect des normes du droit international. C'est de ces profonds changements subis par l'armée espagnole pendant deux siècles qu'il sera question dans les pages qui suivent.

LES ORIGINES DU POUVOIR MILITAIRE EN ESPAGNE (XV^e-XVIII^e siècle)

Il faut, pour comprendre les rapports qu'entretient l'armée espagnole, aux XIX^e et XX^e siècles, avec l'État, les institutions et la société, tenir compte, parmi d'autres facteurs, de son évolution historique.

I. L'armée des Rois catholiques

Le XV^e siècle est celui de la fin d'une structure militaire de type médiéval où le guerrier avait le premier rôle. L'organisation de ces armées médiévales comporte un conglomerat de contingents (*mesnadas*) seigneuriaux et municipaux. Les grands seigneurs, les magnats, sont les chefs. Ils sont aussi les véritables détenteurs du pouvoir politique, mais si l'interaction du politique et du militaire reste une constante, les rivalités atténuent, néanmoins, quelque peu la pression sur l'État.

Avec les Rois catholiques (1479-1516) tout va changer. Déjà la symbolique ostentation du glaive de justice au couronnement de la nouvelle reine Isabelle de Castille augurait de l'avenir. En fait, au cours du nouveau règne c'est l'État moderne qui naît en Espagne, appuyé sur trois piliers : la force armée permanente, l'économie monétaire et la bureaucratie.

En ce qui concerne l'armée, quatre caractéristiques nouvelles vont en faire l'instrument privilégié de l'exécution de la politique du pouvoir. Tout d'abord, le roi seul lève des troupes qui sont à son seul service, ensuite, cette armée, désormais permanente, est dotée d'une organisation révolutionnaire qui lui permet de mettre en œuvre de nouvelles tactiques, un nouveau groupe socioprofessionnel fait son apparition et, enfin, plusieurs textes, ordonnances, instructions, etc., en constituent le règle-

ment. Parmi ces ordonnances, l'ordonnance de Genève de 1534 consacre le *Tercio* comme l'unité fondamentale des troupes au service de la monarchie hispanique.

À l'opposé des règnes précédents, force est de constater l'absence d'interventions de la nouvelle institution. Certes, l'armée pèse, a de l'influence mais elle n'intervient pas contre le pouvoir. Dès le début du XVI^e siècle, l'Espagne entretient deux armées : une force péninsulaire chargée de la sécurité des territoires constituant le cœur de la monarchie et une force extrapéninsulaire dont la mission est de défendre des possessions éloignées de la métropole et surtout d'appuyer une politique extérieure dynamique. De la fin du XV^e à la fin du XVIII^e siècle, aucune des deux structures n'a rien tenté pour modifier le pouvoir, auquel elle obéissait, ni dans sa nature ni dans sa structure.

Est-ce à dire qu'il y eut toujours identité de vue ? Et, si oui, quelles en furent les raisons ? Sommes-nous en présence d'une société d'ordre dont l'idéal est militaire ? Pouvons-nous dire de l'Espagne ce que Loyseau disait de la France, que la « nation toute guerrière a mis la gloire dans les armes » ?

II. Gloire et déchéance de l'armée impériale

Au XVI^e siècle, d'après l'historien René Quatrefages, spécialiste de la période, on peut constater un profond accord suivi d'une rupture. Dès le début du siècle les nobles remuants se soumettent malgré quelques légers soubresauts aux moments où le pouvoir, pour diverses raisons, avait pu paraître affaibli comme sous le règne de Philippe I^{er}, au retour de Naples de Ferdinand V ou pendant le gouvernement de Cisneros. Le fait est que la haute noblesse a définitivement perdu la possession de la force armée même si, jusqu'à la fin du règne de l'Empereur, elle en conserve en partie le contrôle. L'armée obéit à des chefs qui eux-mêmes exécutent les ordres du gouvernement du roi. Toutefois la philosophie politique du moment, influencée par la sympathie entre l'Empereur et ses soldats, conservait indirectement à l'armée une grande place dans la direction des affaires.

Sous Philippe II (1556-1598) apparaît une profonde rupture à plusieurs niveaux mais pas sur l'essentiel. Certes, au début du nouveau règne les rapports sont encore empreints de l'atmosphère du précédent. Le souvenir de la bataille de Saint-Quentin (1557) reste encore trop frais ; le déblocage de Malte et le succès de Lépante (1571) pourraient donner à penser que tout ira bien. Mais déjà a commencé l'interminable guerre des Flandres et les ressources de l'Espagne ne permettent plus de pourvoir aux nécessités. Au moment où l'armée en aura le plus besoin, les moyens de remplir correctement sa mission et la compréhension du roi, son chef suprême, lui manqueront tout à la fois. Parallèlement, le gouvernement est toujours un peu plus aux mains des *letrados*, la noblesse de robe espagnole.

Le conflit sera violent. De ce combat de bureaux, les militaires sortiront vaincus. Outre la perte d'un rôle politique, au niveau du gouvernement central, les soldats vont devoir supporter les conséquences de l'économie monétaire. La solde, par trop immuable, ne leur permet plus de vivre sur un pied militaire et les soldats deviennent plus avides de butin pour survivre. Pour les militaires, la guerre n'a plus de sens. La gloire qu'ils continuent de glaner ne leur procure même plus de la considération hors de l'institution, mais seulement ruine, misère, captivité, mutilation...

Une longue lettre adressée à Philippe II par le capitaine Barahona décrit la nouvelle situation. Selon cet officier, l'armée devrait avoir la première place puisque quiconque se targue de quelque position sociale se fâche si on lui dit qu'il appartient à la robe et non à la milice. Or, dans tous les Conseils, il ne s'agit que de l'abaisser et d'enlever honneurs et récompenses à ceux qui en font profession. Il dénonce la cupidité des *letrados* dont il constate l'accroissement de la richesse alors que le soldat laisse à peine de quoi être enterré. Il ne comprend pas qu'on déshonore ceux qui se battent justement pour que les autres vivent en paix, jouissant de la quiétude de leurs foyers. Il interroge : Qui bouta les Maures hors d'Espagne ? Qui découvrit les Indes ? Qui conquit l'Italie et défendit les Flandres ? Avant d'affirmer que ce

n'est pas le secrétaire avec sa plume. Il constate qu'à la Cour, il vaut mieux ne pas paraître habillé en militaire tant il semble qu'on en ait de dégoût.

On le voit, la position du militaire vis-à-vis du pouvoir a considérablement évolué. Mais malgré cette expérience de la domination de la nouvelle bureaucratie étatique il n'y a pas de réaction d'opposition du corps militaire. Jamais le souverain n'est attaqué. Au contraire, il y a une réaction de discipline qui a pour conséquence l'abandon de l'institution par l'élément militaire le plus pur. Ces *hidalgos*, tel ce « *Cavallero del Verde Gaván* », personnage du célèbre *Don Quichotte*, préfèrent vivre de leur maigre patrimoine. Oubliés peut-être mais vivant paisiblement. À partir de ce moment, à partir de cette rupture militaire qui est, elle-même, la conséquence d'autres ruptures — économique, démographique... — à l'extrême fin du règne de Philippe II, la composition même du corps militaire va changer.

III. Le XVII^e et le XVIII^e siècle : de la crise à la restructuration

Au XVII^e siècle, s'amorcent également deux périodes bien distinctes. D'une part, les règnes de Philippe III (1598-1621) et de Philippe IV (1621-1665), sous lesquels la mutation ne fera qu'empirer, à cause des difficultés financières accrues par les dimensions de l'appareil de défense. Sous Philippe III, les soldats se plaignent encore, mais n'osent plus s'adresser directement au souverain. Un *romance* populaire nous montre un pauvre et vieux soldat parlant seulement au portrait du roi en armure. Car s'il n'a pas craint la pique ennemie, il a peur de celle des gardes. Finalement il sera emprisonné pour vagabondage. Dans une large mesure, l'armée n'est plus qu'un point de passage obligé dans une carrière ou bien une intendance que recherchent momentanément ceux qui ont faim.

Dans ces conditions, le pouvoir réel de l'institution ne pouvait être que faible. La nécessité d'un fort recrutement d'éléments non espagnols pour maintenir les effectifs accentuait encore cette

perte de pouvoir. On est entré dans un cercle vicieux où plus le prestige militaire diminue, plus la qualité du recrutement baisse, ce qui amenuise d'autant le prestige. Les difficultés du comte-duc d'Olivares et du roi Philippe IV lui-même pour attirer leur noblesse à l'armée sont tristement célèbres. Le marquis de Leganés, nouveau capitaine général de l'État de Milan, exigea une forte prime pour regagner son poste, pourtant intéressant. Néanmoins ces troupes du XVII^e siècle firent à peu près correctement leur devoir compte tenu de l'insuffisance des moyens octroyés par le gouvernement. Au moment de la paix des Pyrénées, l'armée espagnole n'est que l'ombre de ce qu'elle était un siècle auparavant. Des *tercios* réglementairement composés de 1 500 hommes ne pouvaient en présenter aux revues que quelques dizaines.

Cependant au XVII^e siècle, beaucoup d'Espagnols voient dans l'armée un moyen d'accéder à la noblesse. Ceux-là, ayant besoin de brillants états de services, remplissent extraordinairement leur mission. Dans ce sens, il y eut une certaine régénération de l'armée par le renouveau de sa fonction anoblissante originelle. Mais ce phénomène n'était pas de nature à modifier positivement une image flétrie. À la fin du siècle et sans scandaliser personne, le juriste Francisco de Amaya pourra qualifier les militaires de « sanie de débauchés, méchants, cruels, luxurieux, pirates, voleurs, parjures et blasphémateurs ». Dans une société particulièrement imbue d'honneurs, une telle image de marque vouait à l'ostracisme. L'armée espagnole touche le fond de sa déchéance alors que la noblesse, qui l'a abandonnée, a su profiter des circonstances pour réoccuper des positions de pouvoir privilégiées. Tout cela va évoluer au siècle suivant. D'abord il y a un changement de dynastie dont l'héritage militaire est une faiblesse qu'il faut corriger.

Le réformisme militaire espagnol du XVIII^e siècle reprit sur bien des points des idées déjà anciennes qui n'avaient pas pu être mises en pratique. Et dès les premiers textes (1702-1704), un retour de la noblesse à l'armée va avoir pour conséquence une nouvelle symbiose entre les militaires et le pouvoir. Au cours de

ce siècle, l'institution militaire subit une profonde transformation qui allait en faire une organisation nationale et permanente. Sous les Bourbons, l'armée connut un ensemble de réformes dont la promulgation des ordonnances militaires de Charles III et la division du territoire en *capitanías generales* vont constituer les faits les plus marquants. Par ailleurs, si les Ordonnances militaires ont été « actualisées » en 1978, la structure territoriale initiale de l'armée ne sera modifiée qu'en 2002, (mais les forces armées continuent d'avoir une représentation dans les principales communautés autonomes).

L'armée va devenir la structure la plus efficace de l'époque, ce qui renforce le développement d'un pouvoir militaire autonome. Le XVIII^e siècle pourrait être qualifié de « siècle militaire » à cause de l'influence de cette institution sur l'État et la société civile, sans oublier que, de haut en bas de la hiérarchie qui gère l'État, c'est le militaire qui prime. Beaucoup de ministres (Patiño, Campillo, La Ensenada, Aranda...) sont des soldats. Sans parler des intendants et des diplomates.